



Corne de l'Afrique : Le prochain printemps arabe de Washington?

Les conditions préalables à la déstabilisation de l'Afrique et de toute la région ?

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 06 juillet 2021

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#),
[Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

*Le département d'État de Biden vient de nommer le diplomate de carrière **Jeffrey Feltman** au poste d'envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique. Compte tenu de la poudrière géopolitique de la région et de l'histoire sombre de Feltman, notamment au Liban et lors des tristement célèbres interventions de la CIA au printemps arabe après 2009, la question pertinente est de savoir si Washington a décidé de faire exploser toute la région, de l'Éthiopie à l'Égypte, en une répétition du chaos syrien, mais en bien plus dangereux. Et les États-Unis ne sont pas les seuls à être actifs dans la région.*

Le groupe de pays africains s'étendant de l'Éthiopie, l'Érythrée, Djibouti et la Somalie, à cheval sur le golfe d'Aden et la mer Rouge, géopolitiquement stratégiques, constitue la Corne de l'Afrique officielle. Elle est souvent étendue politiquement et économiquement pour inclure le Soudan, le Sud-Soudan, le Kenya et l'Ouganda. Cette région est stratégique, notamment parce qu'elle est la source du Nil, le fleuve le plus important d'Afrique, qui s'écoule sur quelque 4 100 km vers le nord jusqu'à la Méditerranée, en Égypte. La Corne de l'Afrique est également un point d'accès aux principaux flux maritimes mondiaux via la mer Rouge et le canal de Suez vers la Méditerranée. Le récent blocage bizarre d'un énorme porte-conteneurs qui a bloqué le canal pendant plusieurs jours, bloquant une partie importante du commerce mondial, est révélateur de l'importance de la région.



Un volcan politique

La Corne de l'Afrique est clairement la cible d'une nouvelle vague de déstabilisation secrète et ouverte. Maintenant que les démocrates ont de nouveau pris le contrôle de la présidence américaine, les interventions dans la région qui ont atteint un point culminant en 2015, avec la guerre américaine par procuration en Syrie et l'installation de régimes des Frères musulmans soutenus par les États-Unis en Égypte, en Tunisie et en Libye lors des dénommées révolutions de couleur du printemps arabe, reprennent apparemment, en tant que haute priorité de Washington.

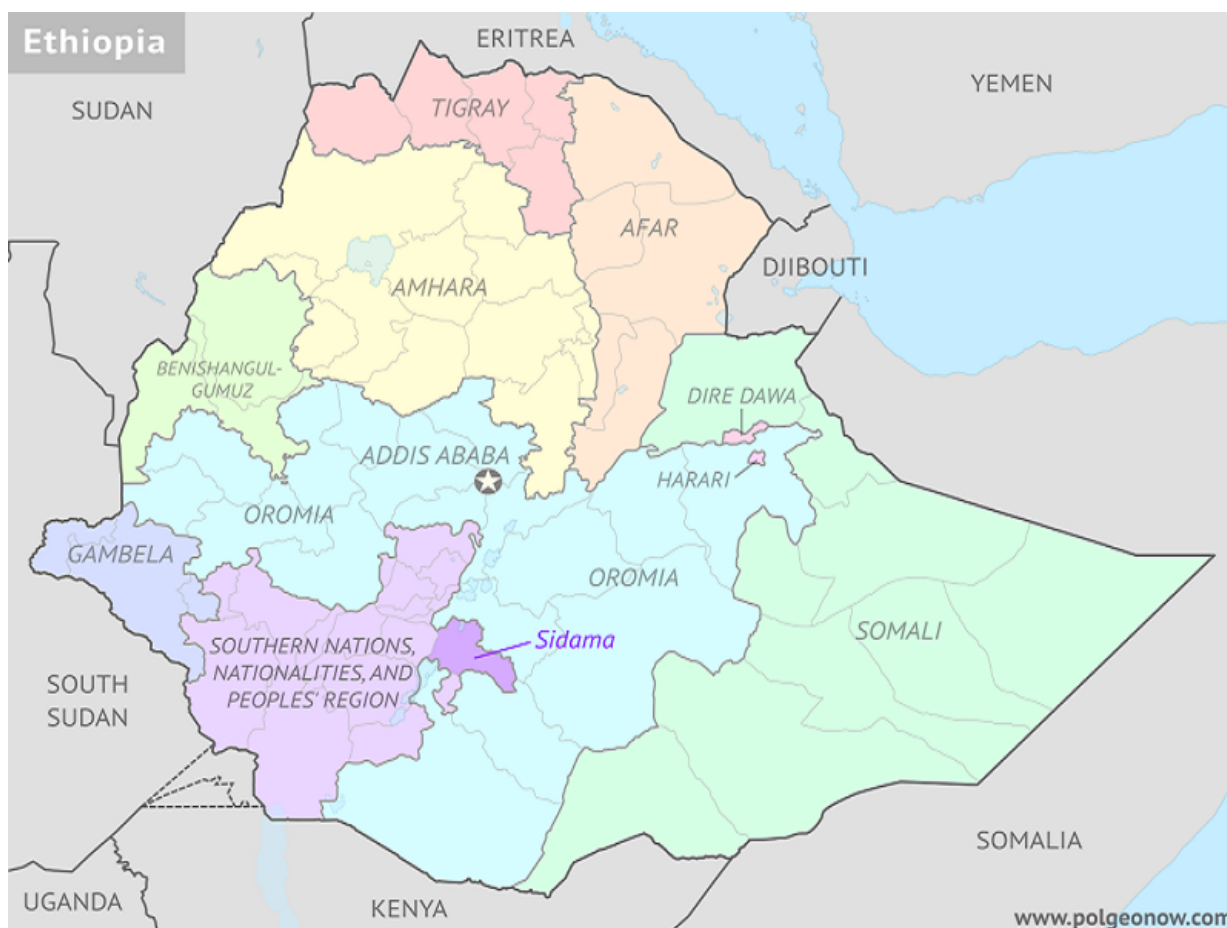
La nomination par l'ONU, en février 2021, de Volker Perthes au poste de représentant spécial de l'ONU pour le Soudan et la nomination, en juin, par le département d'État de l'administration Biden, de Jeffrey Feltman au poste de représentant spécial des États-Unis pour la Corne de l'Afrique sont autant de signaux de ce qui est en train de se mettre en place. Feltman et Perthes ont travaillé en étroite collaboration dans le cadre d'opérations secrètes durant le printemps arabe sur la destruction du Liban et la déstabilisation de Bachar al-Assad en Syrie. Tous deux [auraient également](#) travaillé en étroite collaboration avec la CIA.

Lorsqu'il a accepté son nouveau poste en avril, sortant de sa « semi-retraite », M. Feltman a notamment déclaré au magazine Foreign Policy que la région avait le potentiel pour se transformer en une crise régionale de grande ampleur qui ferait passer la Syrie pour un « jeu d'enfant ». M. Feltman a déclaré : « L'Éthiopie compte 110 millions d'habitants. Si les tensions en Éthiopie débouchent sur un conflit civil généralisé qui dépasse le Tigré, la Syrie aura alors l'air d' »un jeu d'enfant en perspective ». Il a exposé les grandes lignes de son action : « Pour ce qui est de l'action immédiate, il ne fait aucun doute que le Tigré doit retenir l'attention », ajoutant que ses autres grandes priorités sont le [conflit frontalier](#) entre l'Éthiopie et le Soudan et les tensions liées au barrage de la Grande Renaissance éthiopienne.

Nous avons là les conditions préalables à la déstabilisation de l'Afrique et de toute la région.

La guerre du Tigré

Les puissances occidentales, dont le National Endowment for Democracy du gouvernement américain, préparent discrètement la déstabilisation à venir depuis plusieurs années. Une étape clé a été le changement de régime de 2018 en Éthiopie. Dans un accord complexe, la coalition minoritaire au pouvoir des ethnies tigréennes a accepté, après des mois de protestations bien organisées, de céder le pouvoir à une large coalition comprenant leurs adversaires acharnés de l'ethnie oromo. Le Tigré au nord contient une minorité de 6% en Éthiopie et les Oromo sont la plus grande minorité avec 34%. En avril 2018, sous l'effet d'une pression internationale importante et d'une intervention manifeste de la NED en faveur d'un changement de régime, le Front de libération des peuples du Tigré, qui dirigeait le pays d'une main de fer depuis 2012, a été contraint de démissionner et d'accepter une coalition de transition jusqu'aux élections prévues en 2020. Abiy Ahmed, du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien, le premier Oromo à devenir premier ministre. Il a immédiatement pris des mesures pour remplacer la coalition de l'EPRDF, dominée par le TPLF, par un nouveau parti, Prosperity, sous sa domination.



C'est là que les choses se compliquent. L'une de ses premières actions en tant que premier ministre a été de mettre fin, sous l'égide des États-Unis, à une guerre de 20 ans avec l'Érythrée voisine et de signer un traité qui a valu à Abiy, qui a fait ses études en Grande-Bretagne, le prix Nobel de la paix. L'Érythrée a mené une guerre de 30 ans jusqu'en 1991 pour obtenir son indépendance de l'Éthiopie. Les conflits frontaliers entre la région du Tigré et l'Érythrée ont maintenu les deux pays en guerre jusqu'à l'accord de paix d'Abiy. De manière suspecte, Abiy a exclu le Tigré TPLF des pourparlers de paix. On prétend

maintenant qu'Abiy avait un motif sinistre pour agir contre le gouvernement régional bien armé du Tigré. En effet, il s'est rapidement assuré la collaboration du gouvernement érythréen pour lancer un assaut brutal sur deux fronts contre les forces du Tigré. En août 2020, lorsqu'Abiy a rompu l'accord de transition pour les élections nationales, la région du Tigré a ignoré le report indéfini et a organisé les élections régionales du Tigré, ce qui a entraîné un conflit armé avec l'armée nationale éthiopienne, [rejointe](#) depuis 2020 par les forces érythréennes contre les Tigréens.



Le groupe du Tigré a accusé le prix Nobel de la paix Abiy de vouloir créer une dictature oromo. Les Oromo étaient l'une des principales cibles du régime du Tigré avant son départ en 2018. L'accord de transition, un peu comme celui conclu sous Mandela en Afrique du Sud, était un accord de réconciliation nationale malgré les injustices passées.

Il promettait également à la région du Tigré une autonomie politique et une protection contre les forces étrangères (c'est-à-dire érythréennes). Mais plutôt que de préparer des élections libres pour créer un véritable État fédéral comme convenu, Abiy a commencé à « purger et persécuter de nombreux membres clés du TPLF du Tigré, y compris des généraux de l'armée et des entreprises. Cela a conduit les élites du TPLF et de la majorité tigréenne à croire qu'elles avaient été trompées en abandonnant le pouvoir avec de fausses promesses », comme l'a décrit Jawar Mohammed, un architecte de la réconciliation et un des principaux organisateurs des manifestations éthiopiennes de 2016. Tel est le contexte général de la situation actuelle. Jawar, un Oromo, a coordonné les protestations depuis les États-Unis où se trouvait son réseau de télévision par satellite Oromia Media Network, basé à Minneapolis. Après son retour à Addis-Abeba en 2018, salué comme un héros du mouvement de libération, Jawar, diplômé de Stanford, a été emprisonné en septembre 2020 comme terroriste sous un prétexte bidon par Abiy. Le penchant d'Abiy pour le pouvoir [devenait clair](#).

Le barrage maudit

Alors qu'il consolidait son pouvoir, Abiy a également refusé de négocier un compromis sur l'une des questions les plus explosives en Afrique, à savoir la construction de l'énorme barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD) qui, une fois achevé, pourrait non seulement produire de l'électricité pour l'Éthiopie, mais aussi couper l'eau vitale du Nil au Soudan et à l'Égypte. Pour Abiy, le barrage GERD est un symbole de sa volonté de créer une unité nationale autour de son pouvoir.



Le Méga-barrage Renaissance [Grand Ethiopian Renaissance Dam] (GERD) sur le Nil bleu, qui fournit 85 % du débit du Nil, a commencé à être construit en 2011 pour un coût estimé à 4,9 milliards de dollars. Il se trouve à quelque 30 kilomètres de la frontière avec le Soudan. Le régime d'Abiy a jusqu'à présent refusé toutes les tentatives de négociation sur le barrage avec l'Égypte et le Soudan. Pour environ 100 millions d'Égyptiens, les eaux du Nil sont leur « unique source de subsistance ». Plus de 90 % de l'eau en Égypte provient du Nil bleu. L'Égypte a demandé l'intervention des Nations unies, que l'Éthiopien Abiy rejette d'emblée. Abiy a commencé à remplir le barrage, un processus qui prendra de 5 à 7 ans, sans aucune consultation avec le Soudan ou l'Égypte sur le taux de remplissage ou d'autres caractéristiques essentielles. L'Égypte a menacé de lancer une action militaire, tout comme le Soudan.

Entrée en scène de Jeffrey Feltman

Image à droite : Jeffrey Feltman (CC BY 2.0)



Dans cette région explosive, le département d'État de M. Biden a envoyé l'envoyé spécial **Jeffrey Feltman** pour s'occuper de la Corne de l'Afrique. Feltman a un passé trouble, voire sombre. Selon l'analyste stratégique français Thierry Meyssan, qui vit à Damas, Feltman, en tant qu'ambassadeur américain au Liban en 2005, a organisé l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri.

Il a organisé une commission de l'ONU qui a suggéré que le Syrien Assad était impliqué dans ce crime, dans le cadre d'un plan américain visant à séparer le Liban de la protection de la Syrie. Feltman a ensuite organisé une Révolution de couleurs, surnommée la Révolution du Cèdre, [exigeant](#) que les forces militaires et de sécurité syriennes quittent le Liban.

Feltman, en collaboration avec Volker Perthes, alors directeur du groupe de réflexion sur la politique étrangère financé par le gouvernement allemand et spécialiste de la Syrie, a fait avancer le printemps arabe Obama-Clinton dans tout le Moyen-Orient, du Caire à Tripoli et au-delà. Après 2011, leur objectif était de renverser Bachar el-Assad en Syrie et de réduire le pays en ruines avec le soutien d'Erdogan, de l'Arabie saoudite et du Qatar. Leur objectif était d'amener les Frères musulmans (interdits en Russie) au pouvoir dans tout le Moyen-Orient. Feltman était alors le secrétaire d'État adjoint aux affaires du Proche-Orient sous la direction de la secrétaire d'État Clinton. Les deux, Feltman et Perthes, ont poursuivi leur collusion pour le changement de régime sous les auspices de l'ONU après juin 2012, lorsque Feltman a été nommé secrétaire général adjoint aux affaires politiques, [poste](#) qu'il a occupé jusqu'en avril 2018.

Feltman à l'ONU disposait d'un budget de 250 millions de dollars pour intervenir là où il voyait une nécessité » onusienne « , et la Syrie était placée en haut de sa liste. Le poste à l'ONU a détourné l'attention du rôle de Washington dans les déstabilisations du printemps arabe. Il a supervisé le recrutement de dizaines de milliers de mercenaires islamistes d'Al-Qaïda, d'ISIS (organisations terroristes, toutes deux interdites en Russie) et d'autres terroristes étrangers pour détruire Assad et la Syrie. Il faisait partie d'une directive présidentielle d'étude-11 (PDS-11) top secrète d'Obama de 2010, appelant au soutien de Washington à la secte paramilitaire islamiste fondamentaliste secrète des Frères musulmans dans tout le monde musulman du Moyen-Orient - et avec elle, au déclenchement d'un règne de terreur qui changerait le [monde entier](#).

Feltman, travaillant discrètement avec Perthes qui est devenu l'envoyé spécial de l'ONU en Syrie de 2015 à 2016 sous Feltman, a organisé l'opposition syrienne ainsi que le soutien financier pour recruter ISIS et Al-Qaïda à l'étranger afin de détruire le régime syrien aidé par la Turquie. Le projet a rencontré un obstacle majeur après septembre 2015 lorsque la Russie, à la demande du gouvernement syrien, est entrée dans la guerre en Syrie. En mai 2021, l'Union européenne a renouvelé pour un an ses sanctions contre toute personne ou entreprise participant à la reconstruction de la Syrie, conformément aux instructions secrètes émises, en 2017, par Jeffrey Feltman lorsqu'il occupait le poste de secrétaire général adjoint de l'ONU. Le document [a été rendu public](#) en 2018 par le ministre russe des Affaires étrangères, M. Lavrov.

Aujourd'hui, Feltman est de retour dans la région en tant qu'envoyé spécial des USA pour la Corne de l'Afrique. Son ancien co-conspirateur, Volker Perthes, depuis février 2021, est officiellement représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Soudan. Pour compléter l'ancienne équipe de changement de régime, le département d'État de M. Biden a nommé Brett H. McGurk à la tête du Conseil national de sécurité pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord. Lorsque Feltman organisait le printemps arabe et la destruction de la Syrie, McGurk a occupé le poste de secrétaire d'État adjoint pour l'Irak et l'Iran de 2014 à janvier 2016. McGurk avait auparavant travaillé comme conseiller en 2004 auprès de l'ambassadeur d'Irak John Negroponte et du général David Petraeus pour organiser la guerre civile sunnite contre chiite en Irak, qui a conduit à la [création ultérieure](#) de Daech (groupe État islamique).

Et la Chine...

Le regroupement de l'équipe de Feltman dans la région de la Corne de l'Afrique laisse penser que les perspectives de paix et de stabilité durables y sont bien sombres. Comme l'a dit Feltman, la Corne de l'Afrique pourrait faire passer la Syrie pour un « jeu d'enfant ». Il reste à voir comment la Chine, le pays qui a le plus investi non seulement en Éthiopie, mais aussi en Érythrée, au Soudan et en Égypte, réagira aux nouveaux déploiements américains dans la Corne de l'Afrique. La quasi-totalité du commerce maritime entre la Chine et l'Europe passe par la Corne de l'Afrique, le long de la mer Rouge, avant d'atteindre le canal de Suez en Égypte.

La Chine a accordé plus d'un milliard de dollars de crédits pour la construction du réseau électrique reliant le barrage GERD aux villes d'Éthiopie. Pékin était de loin le plus grand investisseur étranger pendant le règne du Tigré TPLF avec quelque 14 milliards de dollars dans divers projets en 2018. Depuis l'accord de paix avec l'Éthiopie, la Chine a acheté deux grandes mines d'or, de cuivre et de zinc en Érythrée. Auparavant, Pékin était le plus grand investisseur en Érythrée pendant les années de guerre avec l'Éthiopie, et a investi dans la modernisation du port érythréen de Massawa pour exporter le cuivre et l'or des mines chinoises sur place. Au Soudan, où les compagnies pétrolières chinoises sont actives depuis plus de vingt ans, la Chine détient des intérêts importants tant au Soudan qu'au Sud-Soudan. En Égypte, où le président El-Sisi a officiellement rejoint « la Ceinture et la Route » de la Chine, les liens sont également très forts : les investissements chinois dans la région du canal de Suez, les terminaux portuaires à conteneurs, les télécommunications, les chemins de fer légers et les centrales électriques au charbon atteignent 20 milliards de dollars. Et pour ajouter à la complexité, depuis 2017, la marine chinoise PLA exploite la première base militaire chinoise à l'étranger directement adjacente à la base de l'US Navy au Camp Lemonnier à Djibouti, dans la Corne de l'Afrique.

Tout cela crée un cocktail géopolitique d'une ampleur inquiétante, et Washington ne fait pas entrer les diplomates les plus honnêtes dans le bar à cocktails, mais plutôt des spécialistes du changement de régime comme Jeffrey Feltman.

F. William Engdahl

Article original en anglais :



[Horn of Africa: Washington's Next Arab Spring?](#)

Traduit par Maya pour Mondialisation

L'image en vedette provient de NEO

Note aux lecteurs : Veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Suivez-nous sur Instagram, @crg_globalresearch. Faites suivre cet article à vos listes de courriels. Faites un crosspost sur votre site de blog, vos forums internet, etc.

Tous les articles de Mondialisation.ca et de Global Research sont désormais accessibles en

27 langues en activant le menu de traduction du site Internet dans la bannière supérieure de notre page d'accueil (version ordinateur de bureau).

F. William Engdahl est consultant en risques stratégiques et conférencier, il est diplômé en politique de l'Université de Princeton et est un auteur à succès sur le pétrole et la géopolitique, exclusivement pour le magazine en ligne « [New Eastern Outlook](#) » où cet article a été initialement publié.

Il est chercheur associé au Centre de recherche sur la mondialisation.

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)
Copyright © [F. William Engdahl](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : **[F. William Engdahl](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca